

Les formulaires Cerfa dans le viseur du gouvernement

Bastien Scordia

Ils font quasiment partie de notre identité nationale mais leurs jours sont-ils désormais comptés ? En déplacement au Salon de l'Agriculture ce 27 février, Bruno Le Maire a mis sur la table l'hypothèse d'une suppression des Cerfa, ces fameux et tant décriés formulaires administratifs. Le ministre de l'Économie et des Finances intervenait lors d'une table-ronde avec les acteurs du secteur agricole. Un échange où il est donc revenu sur la problématique de la "simplification" qui doit faire l'objet d'un nouveau projet de loi de la part de l'exécutif après les lois ESSOC de 2018, Pacte de 2019 et ASAP de 2020.

"C'est open bar", a-t-il promis avant de pointer les nombreuses règles "administratives", "de paperasseries", "de Cerfa", "de contrôles" et "d'obligations". "Vous avez choisi le métier de la nature, ce n'est pas pour vous enfermer dans des bureaux", a lancé Bruno Le Maire à adresse des acteurs du monde agricole.

"Ca sert encore à quelque chose les Cerfa?"

Pour le ministre, ainsi, la nouvelle loi de simplification *"doit être une grande loi de simplification". "On doit aller très loin", a-t-il développé avant donc de s'épancher sur le cas des formulaires Cerfa : "Prenez les Cerfa, ça sert encore à quelque chose le Cerfa ? Vous ne pensez pas qu'on peut se passer des Cerfa?"*.

Ces Cerfa, *"c'est le boulot de l'administration", "ça ne doit pas être le boulot d'un paysan", a-t-il abondé avant de conclure : "la suppression des Cerfa, voilà quelque chose sur quoi je pense qu'on peut travailler parmi 1 000 autres idées sur lesquelles nous travaillons et qui sortiront le moment venu".*

Sollicité par *Acteurs publics*, l'entourage de Bruno Le Maire ne donne pas davantage de précisions sur l'avenir de ces formulaires Cerfa et renvoie à une communication sur la nouvelle loi de simplification *"dans les semaines qui viennent"*.

Les maires critiquent une "République des Cerfa"

Lors d'une audition au Sénat en juin dernier, le président de l'Association des maires de France (AMF), David Lisnard, avait plaidé pour une réduction des contrôles effectués par les services de l'État sur les collectivités. L'occasion, alors, pour le maire LR de Cannes de pourfendre une *"République des Cerfa"* qui selon lui bloquerait l'action des maires dans la conduite de projets locaux.